



Bruxelles, le 19 novembre 2017

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE D'HARMONISATION MINIMALE DU STAGE JUDICIAIRE

Introduction

À la suite de la loi Pot-pourri V du 6 juillet 2017, le stage judiciaire est réformé en profondeur. Cette loi s'applique à tous les stagiaires judiciaires qui entament leur stage au 1^{er} octobre de cette année. Pour les « anciens » stagiaires judiciaires, le système précédent reste en vigueur, moyennant un certain nombre de dispositions transitoires.

À la suite de cette réforme, les Commissions d'évaluation du stage judiciaire (ECE) et l'IFJ se voient imposer un certain nombre de nouvelles tâches. Le directeur de l'IFJ devra ainsi délivrer, sur avis des ECE, une attestation attestant que le stagiaire judiciaire a effectué son stage avec succès. Sans cette attestation, le stagiaire judiciaire ne sera plus dans les conditions pour devenir magistrat. Son importance ne peut donc être sous-estimée.

Dans l'ancien système, l'article 42, 6° de la loi du 31 janvier 2007 prévoyait déjà que les ECE avaient notamment pour mission de veiller à l'harmonisation du stage judiciaire. À cet effet, elles pouvaient adresser des recommandations aux maîtres de stage. À ce propos, au cours de l'année 2010, les ECE ont déjà formulé une série de recommandations, après concertation avec les maîtres de stage. Au cours de l'année 2014, ces recommandations ont été adaptées à la suite d'une nouvelle concertation.

Maintenant que les ECE et l'IFJ se voient confier aussi la mission de délivrer des attestations, il devient encore plus important de développer un stage judiciaire plus harmonisé et organisé.

Il convient dès lors non seulement d'adapter ces recommandations relatives à l'harmonisation du stage judiciaire en fonction de la nouvelle loi, mais il convient aussi de souligner la nécessité d'appliquer ces principes.

Les stagiaires judiciaires sont eux aussi, depuis longtemps, demandeurs d'une harmonisation. Enfin, il est plus que logique que les stagiaires judiciaires passent par un parcours suffisamment uniforme.

Lors de l'harmonisation du stage, il convient en tout cas de tenir compte de la spécificité de chaque parquet ou tribunal. Il va de soi que c'est toujours aux maîtres de stage qu'il revient de définir le contenu concret du stage (certes, en étroite concertation avec le chef de corps).

Le déroulement du stage

Le stage est une période de formation, dont le premier objectif doit être d'apprendre le « métier » et de développer une forte sensibilité pour les défis (de fond) qui vont de pair avec ce métier. En d'autres termes, c'est un investissement dans l'avenir. Le stagiaire judiciaire ne doit et ne peut pas être utilisé comme de la main d'œuvre « bon marché » que l'on affecte là où les besoins sont les plus élevés.

Les ECE souhaitent souligner l'importance d'un bon accueil du stagiaire au niveau du parquet et du tribunal. Un bon accueil, accompagné éventuellement d'une brochure d'accueil, d'une visite guidée et d'une présentation du stagiaire aux collègues et aux collaborateurs contribue à ce que le processus d'intégration du stagiaire soit rapide et positif. Cela clarifie aussi les attentes mutuelles que le stagiaire et le maître de stage peuvent raisonnablement avoir concernant le stage.

De toute évidence, il est utile que le stagiaire judiciaire soit accompagné de très près par un magistrat expérimenté avec lequel il partagera le même bureau, plutôt que de le mettre avec un ou plusieurs autre(s) stagiaires. La nouvelle loi prévoit que le stagiaire judiciaire se verra attribuer au moins un maître de stage au niveau du siège et un maître de stage au niveau du parquet. En d'autres termes, le nouveau système permet la désignation de plusieurs maîtres de stage au sein d'un tribunal ou d'un parquet pour accompagner un seul stagiaire judiciaire. Ce qui donne la possibilité aux chefs de corps de désigner à chaque fois un maître de stage, par division ou par section, de façon à pouvoir optimiser le bon suivi et accompagnement des stagiaires judiciaires. Selon un courriel envoyé par le SPF Justice, il ressort que chaque maître de stage désigné a droit à la prime du maître de stage.

Les périodes que les stagiaires judiciaires passent dans les différents services doivent également être suffisamment longues. De cette manière, l'investissement peut être rentabilisé et le stagiaire judiciaire pourra, dans une phase ultérieure du stage, apporter une contribution active.

La formation théorique du stage judiciaire relève de la responsabilité de l'IFJ. En supplément et de façon complémentaire, l'objectif est que le stage effectué au sein des parquets et des tribunaux soit complètement axé sur la pratique et que le stagiaire judiciaire puisse, autant que faire se peut, effectuer le travail « comme s'il était lui-même magistrat ». Le suivi par des magistrats expérimentés représente indubitablement une valeur ajoutée considérable pour le stage.

La distinction entre le stage court et le stage long n'est plus faite. Le système tel que prévu dans le nouvel article 259octies du Code judiciaire se base sur un stage unique de 24 mois, où tous les stagiaires doivent accomplir leur stage au niveau du ministère public et du siège. Durant ces 24 mois, le stagiaire devra aussi systématiquement effectuer un mois de stage au sein d'un service administratif du parquet et du greffe. Ce qui donne l'aperçu suivant :

Mois	Lieu	Action
Mois 1 : octobre	Parquet	
Mois 2 : novembre	Parquet	
Mois 3 : décembre	Parquet	
Mois 4 : janvier	Parquet	
Mois 5 : février	Parquet	➤ Le stagiaire transmet son auto-évaluation
Mois 6 : mars	Parquet	➤ Le maître de stage rédige un rapport en vue du commissionnement
Mois 7 : avril	Parquet	
Mois 8 : mai	Parquet	
Mois 9 : juin	Parquet	➤ Le stagiaire doit formuler sa proposition de stage extérieur au plus tard durant ce mois
Mois 10 : juillet	Parquet	
Mois 11: août	Parquet	
Mois 12 : septembre	Stage extérieur	➤ Le maître de stage du parquet envoie un rapport circonstancié concernant le stage au parquet
Mois 13: octobre	Stage extérieur	
Mois 14 : novembre	Stage extérieur	
Mois 15 : décembre	Siège	➤ Le maître de stage envoie un rapport circonstancié concernant le stage extérieur
Mois 16 : janvier	Siège	
Mois 17: février	Siège	
Mois 18 : mars	Siège	➤ Le stagiaire transmet son auto-évaluation
Mois 19 : avril	Siège	➤ Le maître de stage rédige un rapport d'entretien de fonctionnement
Mois 20 : mai	Siège	
Mois 21 : juin	Siège	➤ Le stagiaire doit faire savoir au Ministre, par courrier électronique, où il souhaite être affecté comme Attaché judiciaire. ➤ Le maître de stage du siège transmet un rapport circonstancié concernant le stage au siège
Mois 22: juillet	Siège	➤ L'ECE rédige un rapport final circonstancié qu'elle transmet au Ministre ➤ Le directeur de l'IFJ délivre une attestation
Mois 23 : août	Siège	

Mois 24 : septembre	Siège	
---------------------	-------	--

En d'autres termes, le stage judiciaire se compose de trois phases :

Phase 1 (stage parquet) : du 1^{er} octobre au 31 août : stage au sein du parquet (dont 1 mois dans un service administratif)

Phase 2 (stage extérieur) : du 1^{er} septembre au 30 novembre inclus (l'échange AIAKOS a lieu aussi pendant ce stage extérieur)

Phase 3 (stage siège) : 1^{er} décembre au 30 septembre (dont 1 mois au sein du greffe)

Avant d'examiner en détail les différentes phases, les ECE souhaitent souligner qu'en vue de l'harmonisation du stage judiciaire, il est **indispensable** qu'il y ait aussi une uniformité dans l'application du régime des congés. Les ECE partent dès lors de **25 jours de congé** par an pour un stagiaire judiciaire. Il n'est pas possible d'accorder plus de congés parce que cela se ferait tout simplement au détriment du stage. De plus, il n'est possible d'accorder que **5 jours** de congé pendant le stage extérieur de 3 mois.

En outre, le stagiaire est tenu de prendre ses congés de préférence durant les vacances judiciaires.

Un régime de congés identique est d'autant plus important qu'il faut à présent aussi intégrer les formations théoriques dans cette période de deux ans.

Phase 1 : du 1^{er} octobre au 31 août inclus (stage auprès du procureur du Roi – auditorat du travail)

Le stagiaire judiciaire commence son stage au sein du ministère public, soit dans un parquet du procureur du Roi, soit dans un auditorat du travail.

Ce n'est qu'au bout de six mois que le stagiaire judiciaire reçoit normalement du procureur général la compétence d'officier de la police judiciaire, ce qui lui octroie une compétence autonome de signature et de décision.

Pour les onze mois à passer au parquet, il faut en tout cas tenir compte de ce qui suit :

Le stagiaire doit passer un mois au niveau de l'administration

Un mois doit être prévu pour les formations obligatoires

Un mois (25 jours) est à prévoir pour les congés.

Il ne reste ainsi de facto plus que huit mois à effectuer au sein du parquet. Durant cette période, les modules suivants doivent en tout cas être abordés :

- droit pénal commun : 6 mois, dont 2 semaines de stage à l'auditorat du travail. La première semaine est un vrai stage de visionnage à l'Auditorat du Travail et l'autre semaine sera le résultat d'une concertation avec les chefs de corps dès que quelque chose d'intéressant se produit à l'auditorat du travail.
- droit de la jeunesse : 1 mois
- roulage : 1 mois

Bien entendu, le contenu concret de ces modules dépendra de l'organisation pratique du parquet en question. Le parquet décidera lui-même de façon autonome où et quand un stagiaire judiciaire effectuera ses activités.

Ces modules minimaux et à considérer comme obligatoires doivent contenir à chaque fois au moins les éléments suivants :

- permanence service de jour
- audiences (bien entendu, uniquement possible une fois que le stagiaire y sera habilité)
- rédaction de citations directes et de réquisitions finales
- meneur une enquête et suivi de l'instruction judiciaire.

Le stagiaire judiciaire peut également effectuer cette première phase dans un auditorat du travail. La décision finale à ce propos revient au procureur général.

Les mêmes principes que ceux énoncés ci-dessus s'appliquent ici, étant entendu qu'il faut en tout cas que les modules suivants soient abordés :

- Droit pénal social
- Aspects civils du droit social

Pendant leur stage au sein de l'auditorat du travail, les stagiaires doivent également effectuer deux semaines de stage au sein du parquet du procureur du Roi.

Phase 2 : du 1^{er} septembre au 30 novembre (stage extérieur)

Durant cette période, le stagiaire judiciaire effectue un stage auprès de plusieurs « services extérieurs » comme, par exemple, les services de police, les prisons, les maisons de justice, etc.

Le stagiaire judiciaire continue, durant cette période, à relever de la compétence et de la surveillance du procureur du Roi.

En vue de ce stage extérieur, le stagiaire doit transmettre une proposition de stage extérieur aux ECE durant le mois de juin de la première année. Ce qui est frappant c'est que la loi ne comprend à présent plus de restrictions pour ce stage extérieur. Le stagiaire pourra donc choisir « librement ».

Les ECE développeront néanmoins un certain nombre de directives obligatoires pour les stagiaires, de façon à ce que ce stage extérieur ait un « rendement optimal ».

Phase 3 : du 1^{er} décembre au 30 septembre inclus (tribunal de première instance – tribunal du travail – tribunal de commerce)

Après le stage extérieur démarre le stage au niveau du siège, pour une période de dix mois.

Dans cette phase, il est aussi recommandé d'associer le stagiaire à des juges expérimentés, ce qui crée une sorte de « pollinisation croisée » entre le stagiaire et le juge expérimenté. C'est une situation de gagnant-gagnant, aussi bien pour le stagiaire que pour le juge. Cela permet au stagiaire de découvrir aussi, durant ce volet du stage, le fonctionnement d'un magistrat et la manière dont un magistrat expérimenté gère les défis inhérents à sa fonction, et de se familiariser avec ce comportement professionnel.

Pour ces dix mois à passer au siège, il faut en tout cas tenir compte de ce qui suit :

Le stagiaire doit passer un mois au niveau du greffe ;

Un mois doit être prévu pour les formations obligatoires ;

Un mois (25 jours) est à prévoir pour les congés.

Il ne reste ainsi de facto plus que sept mois à effectuer au sein du siège. Durant cette période, les modules suivants doivent en tout cas être abordés :

- module civil (y compris le référé, l'appel et les compétences du président) : 3 mois
- module pénal : 2 mois
- module droit de la famille : 2 mois

La tâche concrète du stagiaire doit consister à rédiger lui-même, autant que faire se peut, des projets de jugements et d'ordonnances, plutôt que d'effectuer uniquement du travail de recherche juridique. Les projets peuvent faire l'objet d'une discussion avec le titulaire, tant en ce qui concerne le fond qu'en ce qui concerne la forme. Lors de la discussion, une attention est également accordée au processus par lequel le stagiaire est passé lors de la rédaction du projet. Bien entendu, c'est le titulaire qui décide en dernière instance. Le stagiaire judiciaire n'est pas un référendaire et doit donc, autant que faire se peut, remplir les tâches régulières du juge.

Dans les chambres à trois juges, il est recommandé de faire participer le stagiaire pleinement au délibéré et de lui donner la parole en premier. Les autres participants au délibéré verront ainsi comment le stagiaire appréhende un problème juridique et comment il parvient à l'inscrire dans un cadre juridico-technique et peuvent, grâce à leur feed-back en la matière, inviter le stagiaire à la réflexion. La participation au délibéré permet également au stagiaire de mieux comprendre le processus collégial de prise de décision et la manière dont il y participe.

La charge de travail du stagiaire judiciaire doit autant que possible correspondre à celle du juge chez qui il effectue son stage. En effet, cet aspect aussi aura un effet enrichissant pour le stagiaire.

Il est également possible que le stagiaire judiciaire effectue son stage au niveau du siège dans un tribunal du travail ou un tribunal de commerce. La décision finale en la matière revient au premier président de la cour d'appel.

À ces stages s'appliquent tous les principes tels que mentionnés ci-dessus,

Au niveau du tribunal du travail, il faut que les modules suivants soient abordés :

- accidents du travail, sécurité sociale et prévoyance sociale : 2 mois
- règlement collectif de dettes : 1 mois
- droit du travail : 2 mois

De plus, il est utile que chaque stagiaire judiciaire au niveau du siège acquière de l'expérience dans les audiences correctionnelles. Pour les stagiaires qui effectuent leur stage au niveau du tribunal du travail, cela signifie qu'ils doivent effectuer deux mois de stage au sein du tribunal de première instance, dans la chambre « droit pénal social ».

Au niveau du tribunal de commerce, il faut que les modules suivants soient abordés :

- continuité des entreprises, faillites et enquêtes commerciales : 2 mois
- chambre des plaidoiries : 3 mois

Ici aussi, les ECE estiment qu'il est indiqué que chaque stagiaire judiciaire acquière une certaine expérience dans les audiences correctionnelles. Pour les stagiaires qui effectuent leur stage au sein du tribunal de commerce, cela signifie qu'ils doivent aussi effectuer deux mois de stage au sein du tribunal de première instance en matière correctionnelle et, de préférence, dans des chambres qui traitent du droit pénal économique et financier.

En conclusion

Ces recommandations sont une première version pour donner forme au lancement du stage judiciaire nouvelle mouture. Les ECE aimeraient bien entendu connaître vos remarques éventuelles pour peaufiner ces recommandations.

En harmonisant le stage, une contribution active est apportée pour améliorer le stage et le rendre plus performant. Les ECE veulent dès lors encourager les maîtres de stages et les chefs de corps à suivre les recommandations le plus méticuleusement possible. Si des problèmes sont rencontrés, les ECE sont bien entendu à l'écoute, pourront et ne manqueront pas de corriger les directives, le cas échéant.

Cela n'enlève rien au fait que la CEE reconnaît que les chefs de corps conservent évidemment la souplesse nécessaire pour organiser le stage dans leur corps, de sorte que ce soit le plus approprié pour leur situation spécifique.

Au nom de la Commission d'évaluation du stage judiciaire,

Raf Van Ransbeeck

Président de la Commission d'évaluation